Volume 2 - N° 043

Janvier 2010

LA FORCE DE LA PAIX



Avançons sur la route de la paix



CÔTE D' VOIRE

EDITORIAL

PRESERVER LES ACQUIS DU PROCESSUS ELECTORAL

e mois de janvier, que l'on attendait comme celui de la consécration avec la production de la liste électorale, est devenu celui de tous les dangers. Ainsi, après un déroulement long, mais sans grandes taches, le processus électoral est entré dans une zone de turbulences.

Suite au fichier produit par la Commission Electorale Indépendante (CEI) et contenant 429.000 personnes, le processus montre des signes d'affaiblissement en raison de l'impasse dans laquelle il se trouve, au point de poser des interrogations sur l'avenir du processus de paix dont il est la mamelle.

Ce qui passait pour un nouvel incident de parcours, à l'image de ceux, nombreux, qui ont rythmé la route de la paix, est en passe de devenir un facteur de division du pays. D'un côté, ceux qui réclament le départ du Président de la CEI. Et de l'autre ceux qui exigent son maintien. A l'arrivée, nous ne sommes pas loin d'assister à une crise dans la crise.

Le processus électoral a l'occasion d'éprouver sa résistance face au réel. Quant aux Ivoiriens, il leur revient de montrer, encore une fois, leur capacité à gérer un faux pas et de faire en sorte que la paralysie actuelle n'ait pas des répercussions sur les efforts de sortie de crise. En d'autres termes, il est impérieux et vital de préserver les acquis et même de les consolider.

De quoi s'agit-il ? D'abord des avancées obtenues, du lancement des audiences foraines à la publication de la liste électorale provisoire. Ensuite, de l'extension de l'autorité de l'Etat et enfin de la préparation de l'armée nouvelle, avec le début des recrutements dans les zones dites du Centre, Nord et Ouest (CNO). Bien qu'ayant conscience des difficultés inhérentes à tout processus de paix, il importe qu'ils aient recours à leur finesse dans le compromis et à leur créativité dans le dialogue.

Dans cette quête, les Ivoiriens ne sont pas seuls. L'Accord Politique de Ouagadougou (APO) constitue un instrument efficace s'il est bien mis en œuvre et la Communauté Internationale continuera d'apporter conformément à son mandat et à ses ressources.

Sans prendre position dans ce qu'il est convenu d'appeler l'affaire des 429.000 personnes, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) a multiplié les consultations et les initiatives en direction des acteurs directs et de tous ceux qui sont impliqués dans la recherche d'une solution rapide à la situation actuelle.

A la suite de ses rencontres avec les présidents du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) et du Rassemblement des républicains (RDR), le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Y.J Choi, s'est entretenu avec les leaders des deux principales confessions religieuses du pays. Y. J. Choi a ainsi rencontré le Président du Conseil des Imams, El Hadj Aboubakar Cheik Fofana, et l'Archevêque d'Abidjan, Monseigneur Jean-Pierre Kutwa. Aux deux dignitaires, le chef de l'ONUCI a demandé d'user de leur influence afin d'apaiser les tensions inutiles qui menacent le processus électoral.

Le Représentant spécial et ses principaux collaborateurs continueront la médiation de l'ONUCI par des rencontres avec les acteurs politiques ivoiriens, les présidents d'institutions impliquées dans le processus électoral, bref avec tous ceux dont l'action peut influer positivement sur le cours des événements. Le souci du Représentant spécial étant surtout de s'assurer que la polémique sur les fichiers produits par la CEI ne mette pas en cause les avancées du processus électoral et le chronogramme.

A quelques encablures de sa fin, il serait incompréhensible que le processus électoral se cabre au point d'aboutir à une crise politique avec une envergure insurmontable. Dans le passé, des ressources politiques et diplomatiques et le sens du compromis ont permis d'éviter les nombreux écueils qui se sont dressés sur la route de la paix. Nous sommes confiants qu'il en sera de même cette fois encore, car comme le roseau de la fable, le processus électoral ivoirien plie mais jamais ne rompra.



PRESENTATION DU RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ONU SUR LA CÔTE D'IVOIRE ET VOTE DE LA RESOLUTION 1911 DU CONSEIL DE SECURITE EN DECEMBRE 2009



Y. J. Choi présente au Conseil de sécurité le 23^{eme} rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la Côte d'Ivoire . © UN / ONUCI

Le Représentant special Y.J Choi a présenté, le 21 janvier à New York, devant le Conseil de securité, le 23ème rapport du Secrétaire général de l'ONU sur la Côte d'Ivoire.

Choi rendait compte des derniers développements dans la mise en œuvre de l'Accord politique de Ouagadougou (APO). Le chef de l'ONUCI a essentiellement exposé sur l'évolution du processus électoral et la réunification.

Dans le cadre du processus électoral, le chef de l'ONUCI a relevé des progrès et noté un affaiblissement de la dynamique, mettant, de ce fait, à mal la tenue effective de l'élection présidentielle fixée pour fin février-début mars. Tenant compte de tous ces problèmes, M Choi parle désormais d'élections au printemps 2010 si, d'ici là, « des solutions sont trouvées sur les questions de la seconde liste électorale

et de la réunification ». En effet, alors que le processus électoral semblait être sur les rails, après avoir achevé diverses étapes, la CEI, procédant à une vérification du million de personnes non identifiées, publiait une seconde liste de 429 000 personnes identifiées. Cette décision bloque depuis plusieurs semaines, la relance du processus électoral.

M. Choi a relevé des progrès « extrêmement lents » sur la question de la réunification du pays. « Ils constituent également un obstacle supplémentaire au calendrier électoral », a-t-il indiqué. A ce sujet, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, a engagé les parties ivoiriennes à poursuivre leur collaboration. Il les exhorte, par la même occasion à continuer de progresser dans les domaines du désarmement des excombattants des Forces Nouvelles et du démantèlement des milices, de la réunification des Forces de Défense et de Sécurité ivoiriennes, du redéploiement

effectif de l'administration de l'État sur l'ensemble du territoire et de la centralisation du Trésor.

RESOLUTION 1911

Le Conseil de sécurité, en votant à l'unanimité de ses quinze membres, sept jours plus tard, la résolution 1911, a appelé les parties ivoiriennes à faire en sorte que la liste électorale définitive soit publiée, à annoncer officiellement la date du premier tour des présidentielles et à respecter intégralement leurs engagements.

Par la résolution 1911, le Conseil proroge, jusqu'au 31 mai 2010, le mandat de l'ONUCI, notamment pour aider à l'organisation d'élections présidentielle et législatives libres, ouvertes, juste et transparentes.

Suivant les recommandations du Secrétaire général de l'ONU, le Conseil de sécurité se dit prêt à augmenter, pour la durée du processus électoral, le nombre actuel de 7.450 personnels militaires autorisés de l'ONUCI jusqu'à concurrence de 7.950, lorsque la liste électorale définitive sera publique. Il s'agira de déployer 500 militaires burkinabè.

M. Choi est revenu en Côte d'Ivoire dans un environnement lourd de suspicion et de tension. Dès son arrivée, il a initié des consultations et procédé à des rencontres avec les leaders des partis politiques, les religieux et les jeunesses des partis politiques, avant de s'envoler pour Addis-Abeba pour y prendre part au sein de la délégation du Secrétaire général de l'ONU, au sommet de l'Union Africaine.

Juliette Mandan Amantchi



Journées de l'INUCI

Etapes de Vavoua et Hiré

TROIS JOURNÉES D'ÉCHANGES AVEC LA POPULATION POUR UN **ENVIRONNEMENT ÉLECTORAL APAISÉ**



Les populations ont massivement contribué à la réussite des journées de l'ONUCI. © UN / ONUCI

Conforter les populations face aux défis du processus de sortie de crise et les engager à contribuer à un environnement apaisé pour les prochaines échéances électorales, tel est l'objectif des « Journées de l'ONUCI », trois jours d'activités de sensibilisation, de communion et de solidarité organisées à tour de rôle dans diverses localité.

Lancées le 9 décembre 2009 à Vavoua. les « Journées vont au-delà du traditionnel forum itinérant de l'ONUCI, qui avait déjà visité une soixantaine de villes ivoiriennes. Il s'agit de l'organisation, dans une même localité, d'activités qui permettent un contact approfondi avec la population : des consultations médicales gratuites ; une rencontre

administratives; des ateliers avec des représentants de groupes cibles suivis d'un forum ; des activités sportives et culturelles.

Le nouveau format permet de toucher un grand nombre de multiplicateurs à travers ses activités variées. Chaque activité a sa raison d'être.

Le forum permet de réunir des centaines de participants susceptibles d'assurer la dissémination des informations auprès de leurs communautés. Certains viennent des médias, d'autres représentent des groupements et associations féminines ou des mouvements de jeunesse. Les groupements communautaires sont également représentés parmi les participants au forum, tout comme les

autorités administratives, religieuses et coutumières.

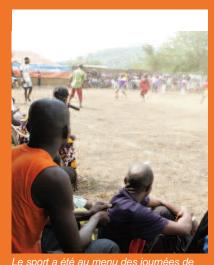
Les recommandations présentées lors du forum sont le résultat des ateliers organisés la veille, et qui réunissent chacun des groupes-cibles : femmes ; jeunes; médias; chefs traditionnels, communautaires et religieux. Au-delà des recommandations sur lesquelles ils débouchent, les ateliers offrent souvent aux participants un cadre pour échanger sur certaines de leurs préoccupations.

Auparavant, la délégation de l'ONUCI aura participé aux cotés des autorités administratives, politiques communautaires de la localité à une séance de travail dirigée par le préfet, si la localité est une préfecture, ou le sous-préfet, dans le case des souspréfectures. Cette rencontre, qui a lieu dans la matinée de la première Journée, permet aux onusiens d'échanger brièvement avec les autorités sur leur région et ses préoccupations ainsi que sur le mandat et les activités de la mission.

Pendant la soirée, des films sur les activités de l'ONUCI, le maintien de la paix ou d'autres aspects du travail des Nations Unies sont projetés à l'intention des habitants des localités visitées.

Cependant, les Journées de l'ONUCI dans chaque localité commencent par des consultations médicales offertes par le contingent militaire basé dans la région. Cette action humanitaire permet aux militaires de se rapprocher des communautés en portant assistance à des personnes dont l'accès aux soins médicaux et médicaments a été limité par la crise ivoirienne. Sans discours, sans tapage, les militaires prônent la solidarité et la compassion en en donnant l'exemple.

D'autres valeurs sont mises en exergue par les activités de la dernière Journée. L'union, la communion à travers le sport prend le dessus lorsque toutes les couches de la population sont invitées à participer à un cross pour la paix, qui est suivi par des matches de football servant à mettre en exergue



Le sport a été au menu des journées de l'ONUCI. © UN / ONUCI

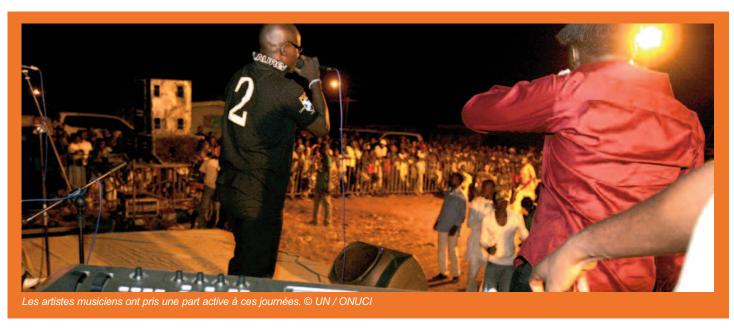
l'importance de valeurs et attitudes comme le respect des règles du jeu et de l'adversaire.

L'importance de la tolérance, de la réconciliation et du respect des droits humains afin de garantir un environnement électoral apaisé et une paix durable est mise en exergue, tout comme d'autres principes et valeurs, lors des prestations artistiques qui marquent la clôture des Journées.

La forte affluence notée à Vavoua et à Hiré lors des deux premières éditions des Journées de l'ONUCI pourraient être interprétée comme un témoignage de l'intérêt que populations et autorités accordent à cette forme de plaidoyer et d'échange avec les Ivoiriens.

A titre d'exemple, citons le préfet de Divo, qui a commenté, lors des Journées de Hiré au mois de janvier, que « l'ONUCI s'est accaparée de tous les leviers pour véritablement accompagner les Ivoiriens sur le chemin de la paix ».

Cheikh Touré





L'ONUCI LANCE « LA PAIX PAR LE DIALOGUE INTERCOMMUNAUTAIRE »



Les notables prêts à favoriser la paix par le dialogue intercommunautaire. © UN / ONUCI

Favoriser la création d'un cadre de concertation afin de prévenir ou de résoudre les tensions, en tenant compte des spécificités de chaque région. Tel est l'objectif majeur que s'est fixé la Section des Affaires civiles de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), à travers les dialogues intercommunautaires.

a crise est passée par là. Les relations multiséculaires nouées entre communautés ethniques et religieuses se sont fortement dégradées, entrainant souvent des conflits et menaçant la cohésion sociale qui naguère faisait la fierté de la Côte d'Ivoire.

La Section des Affaires civiles de l'ONUCI a décidé d'aider les communautés à recoller les morceaux.

De Korhogo, au nord de la Côte d'Ivoire, à Iboguhé au centre ouest, en passant par Blolequin dans l'extrême ouest, les populations autochtones, allochtones et allogènes se sont parlés lors des dialogues intercommunautaires de

l'ONUCI. Mieux, elles ont accepté, comme le dit l'adage, de laver le linge sale en famille.

C'est à Kassoungbarga, dans le département de Korhogo que cette série de rencontres a débuté le 24 novembre 2009. Ainsi, l'ONUCI a permis aux populations des localités de Denembolo, Djihi, Sèhèlè, Noufon et Nitchon de discuter entre autres questions, des conflits latents opposant bergers Peuls et agriculteurs Sénoufo.

A Blolequin, ville située à 575 km, à



Les femmes se donnent la main en guise de bonne volonté. © UN / ONUCI

l'ouest d'Abidjan, la médiation de l'ONUCI et de ses partenaires, a abouti à la réinsertion des populations allogènes et burkinabé et à la restitution de leurs plantations délaissées durant la crise armée et occupées par les autochtones.

Lors de la séance de dialogue intercommunautaire, le 19 janvier à Bloléquin, Gnoan Francis, Chef de Kéibly, un des villages affectés, a salué l'action de la mission onusienne et des autorités administratives, au premier rang desquelles, le Préfet du département, pour leurs actions en

faveur du retour de la paix dans sa localité. « Je suis d'accord pour que les étrangers et les membres de ma communauté puissent vivre ensemble, en paix et en bonne intelligence » a-t-il lancé sous les applaudissements des villageois.

Le 05 février 2009, c'était le tour du village d'Iboguhé, dans le département d'Issia, d'accueillir la 3ème séance de dialogue intercommunautaire.

La rencontre d'Iboguhé a permis aux populations autochtones Gnanboua et à leurs hôtes Baoulés, Sénoufo, Malinké, Wan, Maliens et Burkinabés de discuter de l'épineuse question du foncier rural.

Ces rencontres ont abouti à un premier résultat encourageant : la mise en place de comités locaux de cohésion sociale, première étape vers la coexistence pacifique entre les différentes composantes de la population ivoirienne.

Fatoumata Ouattara / Pierre Aby



RESTONS SUR LA ROUTE DE LA PAIX, CULTIVONS LA PAIX



L'ONUCI APPUIE L'OPÉRATION DE RECRUTEMENT DES SOLDATS FAFN POUR LA NOUVELLE ARMÉE IVOIRIENNE

Le recrutement des soldats des Forces armées des Forces Nouvelles (FAFN) pour la nouvelle armée ivoirienne, a été officiellement lancé mercredi 20 janvier à Bouaké.

Jétait au cours d'une cérémonie sobre, mais hautement symbolique, qui de l'avis général, devrait marquer une avancée notable dans le processus de paix issu de l'Accord politique de Ougadougou (APO).

Cet accord signé le 4 mars 2007 par les ex-belligérants, prévoit, entre autres dispositions, la réunification de l'armée ivoirienne.

De fait, ce processus est en marche depuis 2008. Et l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), par la communauté mandatée internationale pour accompagner les différentes parties ivoiriennes dans le règlement de la crise, soutient programme activement le Désarmement, démobilisation réinsertion (DDR). Elle apporte notamment son appui logistique et matériel au Programme national de réhabilitation et réinsertion communautaire (PNRCC) et au Centre de commandement intégré (CCI). Selon le bureau de liaison militaire de l'ONUCI. la mission a ainsi mis à la disposition de ces structures, quatre véhicules de type 4x4 et 2 camions.

Auparavant, les appareils de la mission avaient assuré la reconnaissance aérienne des sites.

En plus, l'ONUCI a, le 15 mars 2008, procédé à la remise au PNRCC et au CCI de trois sites DDR qu'elle a entièrement réhabilités et équipés. Ces infrastructures devraient permettre d'accommoder une partie des 5000 éléments FAFN devant intégrer l'armée nouvelle.

Le Ministre ivoirien de la Défense, Michel Amani Nguessan qui présidait la cérémonie de Bouaké, a salué les efforts consentis par la communauté internationale. S'exprimant lors d'une cérémonie marquant le désarmement de plus d'une centaine d'éléments FAFN, il avait également souhaité que cet appui continue, afin que le processus engagé se poursuive jusqu'à son terme. Par ailleurs, Amani N'Guessan a lancé un appel pour la fin du « bicéphalisme dans l'armée ».

Lui faisant écho, le chef d'état-major des FAFN, le Général Soumaila Bakayoko, a estimé que la cérémonie reflétait une « aspiration à l'armée unique en Côte d'Ivoire. »

Toutefois, la réalité sur le terrain est que plus de sept ans après le début de la crise, les Forces de défense et de sécurité (FDS) et les FAFN contrôlent chacune une partie du territoire nationale et disposent toujours d'étatsmajors distincts.

Pour encourager les ex-belligérants, les forces impartiales ont tenu à marquer de leur présence le lancement du recrutement des soldats FAFN. Le Chef adjoint de la Police des Nations Unies, le Commissaire Pierre André Campiche, les commandants du Secteur Est de l'ONUCI, le Général Hidayat Rehman, et de la Force Licorne, le Général Francis Autran, ont assisté à la cérémonie.

Les soldats FAFN recrutés dans la nouvelle armée ivoirienne devraient s'ajouter aux 4000 éléments du Centre de commandement intégré (CCI) afin de constituer une force solide pour la sécurisation du processus de sortie de crise. Ils seront notamment appelés à assurer aux côtés de leurs camarades des FDS la sécurité des prochaines élections.

Les opérations de recrutement devraient se poursuivre à Korhogo (nord), Man (ouest) et Séguéla (centreouest).

Malick Faye



VISITE D'EVALUATION À GUIGLO ET BONDOUKOU D'UNE ÉQUIPE DIRIGÉE PAR LE COORDINATEUR HUMANITAIRE, GEORG CHARPENTIER



M. Georg Charpentier avec des acteurs du dévéloppement. © UN / ONUCI

La délégation a commencé son périple à Guiglo où elle a évalué le suivi de la protection humanitaire et de la cohésion sociale. La visite visait également à envisager une stratégie pour améliorer ce suivi si nécessaire.

ne délégation onusienne conduite par le Coordonnateur humanitaire, Georg Charpentier, s'est rendue du 25 au 26 janvier 2009 dans les régions du Moyen Cavally et du Zanzan.

Dans l'Ouest, la délégation a rencontré des déplacés internes et des réfugiés, tandis que dans l'Est, elle s'est entretenue avec des acteurs du dévéloppement.

« Nous sommes en plein dans une évolution de transition humanitaire au développement, je suis donc venu voir comment fonctionne la dynamique humanitaire dans les différents villages de Guiglo », a déclaré M. Charpentier, qui est également le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général pour la Côte d'Ivoire.

Lors d'une séance de travail avec les

partenaires humanitaires et de développement, le chef du sous-bureau d'OCHA à Guiglo, François Sonon, a souligné qu'après les évènements en septembre et octobre 2009, suite aux tentatives de récupération des biens par la force des retournés, la situation dans le Moyen-Cavally, était redevenue calme.

Pour sa part, le Représentant résident du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR), Jacques Frankuin, tout en reconnaissant les besoins de certaines personnes, a estimé que celles-ci pourraient s'en sortir, grâce aux mécanismes propres à chaque société, sans devoir toujours avoir recours à l'aide humanitaire. ».

La délégation s'est ensuite rendue à Dandrou, dans la sous-préfecture de Zéaglo, où elle a échangé avec les communautés dans le but d'évaluer les projets de restauration de la cohabitation pacifique et la cohésion sociale. Dandrou abrite une population d'environ 6000 personnes de diverses communautés.

A Bondoukou, deuxième étape de la tournée de travail, le coordonnateur humanitaire a encouragé les membres

du Bureau conjoint des Nations Unies, ceux du groupe de réflexion, les membres des institutions nationales et structures prestataires dans la mise en œuvre des projets, à œuvrer sur l'identification d'un maximum des projets utiles à la population dans le cadre du développement communautaire.

M. Charpentier a ensuite visité la place des droits de l'homme de Bondoukou, érigé par le bureau des droits de l'homme de l'ONUCI à l'occasion de la célébration du 61ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Lors de sa rencontre avec le Préfet du Département de Bondoukou, Germain François Goun, M. Charpentier a laissé entendre qu'il était venu évaluer la dynamique de l'identification des projets, récolter un maximum d'idées et d'orientations afin qu'à son retour à Abidjan, sa délégation et lui-même puissent avoir une idée précise des besoins locaux pour une meilleure répartition du Fonds local de transition [FLT] dans le cadre de la mise en œuvre du programme de relance économique.

La mission a clos cette dernière étape par une visite à Bouna. Dans cette ville, M. Charpentier a visité un projet d'un moulin à céréales et d'une presse à huile au profit de 350 femmes. M Sekongo Adama a fait une brève présentation des réalisations des agences des Nations unies à Bouna. Le coordonnateur humanitaire a noté avec satisfaction que les fonds mis à disposition avaient été bien utilisés. Il a également souligné la nécessite d'apporter une attention particulière des partenaires internationaux au développement à cette « région marginalisée avec des ressources naturelles pas aussi variées que les autres régions du pays et qui a aussi souffert de la crise. ».

L'ONUCI MET LA CAN 2010 AU SERVICE DE LA PAIX ANGOLA 2010



Les séances de projections publiques de la CAN ont fait le plein des téléspectacteurs. © UN / ONUCI

D'année en année, l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) renforce l'utilisation du sport comme moyen de promouvoir la paix, la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

Cette année, la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football a servi de plateforme pour ce genre de sensibilisation à la paix par l'ONUCI.

u 10 au 31 janvier, l'Opération des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire (ONUCI) a organisé à travers le pays, des projections publiques des matches de la CAN 2010 à l'attention des populations.

Cette plateforme de communication, mise en place durant la CAN dans plusieurs localités ivoiriennes (Abidjan, Attécoubé, Adzopé, Daloa, Bouaké, Bondoukou, Divo, Duékoué, Korhogo, Man, Odienné, San Pedro, Séguéla et Yamoussoukro), a permis de montrer que le sport pouvait contribuer, de manière significative, au processus de paix.

En plus des jeux qui ont meublé les avant-matches et les mi-temps, des séances de sensibilisation pour un environnement électoral apaisé ont été menées par les différentes sections de l'ONUCI, telles que Droits de l'homme, Affaires civiles, Désarmement Démobilisation et Réinsertion (DDR), Assistance électorale, Protection de l'enfance, Etat de Droit et Police de l'ONU (UNPOL).

PARTICIPATION DES AUTORITÉS LOCALES

Les autorités administratives locales, les ONG partenaires, les jeunesses communales, les chefs religieux et les autres leaders communautaires ont joint leurs voix à celle de l'ONUCI pour appeler à la paix, au dialogue et à la réconciliation nationale afin de garantir à la Côte d'Ivoire une stabilité durable.

Les élèves n'ont pas été en marge de cet élan pour la paix. Par exemple, à Séguéla, ils ont partagé leur espoir en un avenir meilleur par la poésie. Diatte Ibrahim, élève en classe de 4ème au lycée moderne de cette ville a déclamé son poème lors d'un des matches:

Oh, Côte d'Ivoire, pays de paix, de prospérité et de fraternité! N'est-ce pas toi qui faisais la fierté de la Sous-région?

Pays de prospérité, pourquoi détruisons-nous ce que nous-mêmes nous avons construit ? Sale guerre!

Ivoiriennes, Ivoiriens, que tu sois Baoulé, Bété, Dioula...pardonnonsnous les uns les autres pour que nous puissions nous réunir avec notre deuxième religion qui est la paix!

La guerre n'a jamais rien résolu. Elle crée la désolation et provoque l'effondrement d'une nation... Ivoiriens de tous les quatre points cardinaux, disons ensemble oui à la paix et non à la guerre!

PLAIDOYER POUR LE FAIR-PLAY LORS DE JOUTES ÉLECTORALES

La plupart des observateurs de la vie politique ivoirienne vous le diront : la crise a permis de se rendre compte qu'un élément était resté intact dans l'esprit et les cœurs des lvoiriens: le sport.

Et le Sous-Préfet central de Bondoukou, Vincent Zoué Sépan, ne s'y est pas trompé, lui qui a eu ces mots forts en prélude à la projection de la journée de la CAN du 15 janvier dernier: « Quand le match est fini, ceux qui ont gagné jubilent pendant un moment et tout le monde rentre chez lui pour s'occuper de son quotidien. Il en est de même de l'équipe perdante qui rumine son chagrin, et quelques temps après, chacun reprend sa vie, parce qu'il ne s'agit là que d'un jeu ».

Et l'adminstrateur d'exhorter la population de Bondoukou à faire en sorte que les élections se déroulent également de la même manière, de sorte qu'après les résultats, que le quotidien se poursuive sans heurts.

Pour le maire de Tortiya, Siaka Sékongo, la projection publique des matches de la CAN est une bonne initiative de la part de l'ONUCI, car « elle permet de montrer les vertus du sport, dont le renforcement de la cohésion sociale et la paix, surtout en cette période préélectorale. »

De fait, l'utilisation au quotidien du sport comme vecteur de paix par la mission onusienne en Côte d'Ivoire est une expérience unique dans le système des Nations Unies. L'ONUCI est convaincue que cette forme de plaidoyer, qui met en exergue le fair-play, pourrait être l'une des clés de l'organisation réussie des élections et de l'acceptation par tous, des résultats, gage d'une sortie de crise achevée en Côte d'Ivoire.

Eliane Hervo



Par ces séances, l'ONUCI a mis le sport au service de la paix. © UN / ONUCI

ECOUTEZ ONUCI FM EN DIRECT SUR: www.onuci.org



L'ONUCI PRODIGUE DES SOINS MÉDICAUX GRATUITS AUX POPULATIONS



Le contingent sénégalais prodigue des soins médicaux gratuits à la population. © UN / ONUCI

'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) est avant tout une mission de maintien de la paix. Comme telle, elle est souvent perçue à travers son seul volet militaire. C'est une vision réductrice du rôle de l'ONUCI. En effet, la mission onusienne a souvent prouvé, surtout par des actions sur le terrain, qu'elle accordait une grande place à l'action humanitaire. C'est dans ce cadre qu'il faut situer les consultations médicales gratuites, prodiguées régulièrement aux populations par les composantes militaires de l'ONUCI.

Ces opérations ne sont pas destinées à pallier l'absence de structures médicales ou à les suppléer, mais à soulager temporairement les populations.

Ce mois de janvier, quatre villages : Kpoussoussou, située dans la banlieue de Yamoussoukro, Keibly dans le Moyen-Cavally, Dougounoukouadiokro, non loin de Bouaflé, et Méssoromasso, près de Séguéla, ont bénéficié des consultations médicales et de la fourniture de médicaments gratuits par la force de l'ONUCI.

A Kpoussounou, c'est la compagnie de transport du contingent pakistanais (PAKTPT) qui, le 8 janvier, a volé au secours des habitants.

« Nous espérons que ces quelques jours de soins pourront soulager et apporter une petite satisfaction à la population », a déclaré le Commandant du secteur, le Général de brigade Hidayat Rehman.

Le contingent pakistanais, basé à Yamoussoukro, a également offert des denrées alimentaires et de l'eau aux habitants du village.

Réagissant à cette action, le chef de Kpoussoussou, Nanan Kakou Konan, a salué les casques bleus qui, a-t-il noté, viennent en aide aux populations en détresse. « Vous faites beaucoup pour la Côte d'Ivoire, tant sur le plan social et éducatif que sur le plan sanitaire, et nous vous en sommes très reconnaissants », a-t-il indiqué.

A Kéibly, ce sont environ 500 patients qui ont bénéficié des consultations et soins médicaux gratuits offerts, le 20 janvier 2010, par le bataillon béninois de l'ONUCI.

Selon le docteur Raimi Garniou, chef de

l'équipe médicale composée de deux médecins et six infirmiers, les maladies traitées étaient pour la plupart le paludisme, des infections parasitaires et des maladies chroniques telles que le diabète et l'hypertension artérielle.

Pour le lieutenant-colonel Amadou Sadio Diallo, commandant du bataillon sénégalais (SENBAT) qui prodiguait, le 27 janvier, des soins gratuits aux habitants du village de Dougnoukouadiokro, il s'agissait pour ses hommes de marquer leur « solidarité avec le peuple ivoirien, à travers l'organisation d'une journée médicale de consultations gratuites et de dons de médicaments ».

Près de 200 habitants de Dougounoukouadiokro, mais aussi des villages voisins de Bonzi et d'Abouakouassikro, ont été soulagés de divers maux tels que les infections virales et corporelles, les rhumatismes et la fièvre. Auparavant, le 15 janvier, quelque 180 personnes souffrant d'infections dermatologiques et d'autres maux avaient également été soulagées par le bataillon bangladais (BANBAT) à Messoromasso, dans la région du Worodougou.

Michel Man

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATIONS

"LA FORCE DE LA PAIX"

SUR LE SITE

www.onuci.org

